

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 07/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



FYSOL SAS

130 avenue des Follaz
bp 928
73000 Chambéry

Références : 20221130-RAP-InspectionFYSOLSAS_reach_canalisations-GEORISQUES
Code AIOT : 0006109146

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/11/2022 dans l'établissement FYSOL SAS implanté 130 avenue des Follaz BP 928 73000 Chambéry. L'inspection a été annoncée le 18/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FYSOL SAS
- 130 avenue des Follaz BP 928 73000 Chambéry
- Code AIOT : 0006109146
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FYSOL SAS exploite à Chambéry deux unités de production de fibres de verre, dotées notamment de deux fours de fusion dits Bissy 1 et Bissy 2.

Les principales installations comprennent :

- deux fours fonctionnant au gaz naturel associé à l'oxygène, dans lesquels sont fondues les matières premières (température de l'ordre de 1550 °C) ; le four Bissy 1 a été reconstruit en 2018, le four Bissy 2 a été reconstruit en 2011 puis modifié en 2012,

- des filières en sortie des fours pour obtenir des filaments de quelques microns destinés au marché de l'automobile (50 %), de l'industrie et de l'électroménager,
- des installations d'ensimage (revêtement de matières organiques sur les fibres), de coupe, de séchage et d'emballage des filaments coupés,
- des stockages de matières premières (silice, calcaire, chaux, dolomie calcinée, etc.),
- des installations de stockages et de préparation des matières premières organiques pour l'ensimage,
- des installations de production et de stockage d'oxygène.

L'exploitation des installations est autorisée par l'arrêté préfectoral du 02/12/2008 modifié en dernier lieu par un arrêté complémentaire du 26/07/2018 relatif notamment au transfert du four de l'usine B à l'usine C, dénommé depuis four Bissy 1.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- canalisations de transport de gaz et d'oxygène (entre l'usine B et l'usine C)
- demande d'autorisation REACH pour l'utilisation du NPE

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Localisation	Arrêté ministériel du 04/09/2014	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Descriptif par canalisation concernée	Arrêté ministériel du 04/09/2014	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Descriptif par canalisation concernée	Arrêté ministériel du 04/09/2014	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	EDD risques du site	Arrêté ministériel du 04/09/2014	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Réparation, suivi en service	Arrêté ministériel du 04/09/2014	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Localisation	Arrêté Préfectoral du 02/12/2008, article 8.4.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	Prochain dossier de reconstruction de four
10	EDD risques du site	Arrêté Préfectoral du 02/12/2008 article 8.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	Prochain dossier de reconstruction de four
13	Réparation, suivi en service	Arrêté Préfectoral du 02/12/2008, article 8.4.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
14	Derniers contrôles effectués	Arrêté Préfectoral du 02/12/2008, article 8.4.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	EDD risques du site	Arrêté ministériel du 04/09/2014	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Statut ICPE acté dans un APC	Arrêté ministériel du 04/09/2014	/	Sans objet
8	Derniers contrôles effectués	Arrêté ministériel du 04/09/2014	/	Sans objet
11	EDD risques du site	Arrêté préfectoral du 02/12/2008	/	Sans objet
12	Statut ICPE acté dans un APC	Arrêté Préfectoral du 02/12/2008	/	Sans objet
15	REACH	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 20/05/2021, article 1er	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi des canalisations de transport de gaz et d'oxygène nécessite d'être amélioré et renforcé, tant du point de vue administratif que technique.

En effet, il est apparu que le porter à connaissance des modifications de 2017 (transfert du four de l'usine B sur l'usine C) n'avait pas suffisamment intégré les modifications des réseaux gaz et oxygène inhérentes au projet. Une actualisation de l'étude de dangers aurait du être intégrée dans le porter à connaissance.

De manière générale, il convient de souligner que les modifications des réseaux conduisent plutôt à une réduction du risque (diminution de la longueur des réseaux, suppression du passage sur le domaine public pour l'oxygène, réduction du diamètre de la canalisation gaz passant en aérien sur le domaine public).

Une actualisation de l'étude de danger de la canalisation de gaz est demandée sous 3 mois (étude de danger type "ICPE" pour cette canalisation considérée comme connexe).

Un renforcement du programme de maintenance et de surveillance est attendu pour les canalisations gaz et oxygène et en particulier en ce qui concerne la protection cathodique de la canalisation gaz.

La demande d'autorisation d'utiliser le NPE dans l'ensimage a reçu une opinion positive de l'ECHA.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 04/09/2014
Thème(s) : Situation administrative, Canalisation n°1 : gaz naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Localisation de la canalisation / site / domaine public ou hors site
<p>Constats : FYSOL exploite historiquement 2 usines dites usine B et usine C réglementées par un unique arrêté préfectoral ICPE du 2 décembre 2008 (site A, non Seveso).</p> <p>Selon les éléments dont dispose l'inspection, dans l'étude de dangers de septembre 2014, une canalisation en acier DN150 PMS 5 bar (mise en service en 1971 à la création de l'usine B) parcourt le site de l'usine C en enterré, passe sur le domaine public en enterré et en aérien au-dessus de la piste cyclable et de l'Hyères avant de rejoindre l'usine B où elle est enterrée. La canalisation mesure 950 m de longueur. Le poste de détente GRTgaz est sur le site de l'usine C.</p> <p>L'étude de dangers de 2014 précise que la canalisation de transport de gaz relie le poste de détente de GRTgaz dans l'usine C à la première vanne de sectionnement à l'intérieur de l'usine B.</p> <p>FYSOL consomme 170 000 MWh de gaz naturel par an (60 % de l'énergie consommée par le site) pour :</p> <ul style="list-style-type: none">• Fusion du verre dans les fours / Combustion oxygène – gaz.• Maintien en température du verre dans les canaux / Combustion air – gaz.• Séchage des fils coupés dans les séchoirs / Combustion air – gaz.• Production d'eau chaude (chaudière 2,3 MW) / Combustion air – gaz. <p>Selon les déclarations de l'exploitant en séance, depuis 2018, 2 canalisations de gaz DN150 distribuent le gaz en enterré depuis le poste GRTgaz : une canalisation alimente le four Bissy (usine C) et une autre canalisation alimente le four Bissy 1 (four déplacé sur le site de l'usine C en 2018), la chaufferie (sur le site de l'usine C) puis l'usine B (séchoir 8 et aérothermes) en passant sur une structure métallique en aérien.</p> <p>Des modifications du réseau de transport de gaz ont donc eu lieu sans qu'elles n'aient fait l'objet d'une mise à jour de l'étude de danger. Dans son dossier de porter à connaissance d'avril 2017 (transfert d'activités de l'usine B vers l'usine C), il est précisé qu'une nouvelle canalisation de gaz naturel sera créée en DN 150 afin d'alimenter le nouveau four (déplacé de l'usine B vers l'usine C). Il est indiqué que cette nouvelle canalisation se repiquera sur le réseau existant qui transite du poste de livraison de l'usine C vers le four existant de l'usine C et que la canalisation de gaz naturel alimentant l'usine B sera inertée et que la partie aérienne sera démantelée par la suite.</p> <p>Ainsi, il est constaté :</p> <ul style="list-style-type: none">- que le réseau de « transport de gaz » a été sensiblement modifié sans mise à jour de l'étude de danger- qu'une nouvelle tuyauterie d'un diamètre moindre (DN50) a été créée en aérien sur le domaine public (piste cyclable et Hyères) pour transférer le gaz vers l'usine B (sur une structure métallique supportant également une canalisation de transfert de matières premières)- qu'une partie du réseau gaz sur l'usine B a été inertée (il n'y a plus de gaz dans le réseau à partir de la chaufferie (située sur l'usine C) depuis 2018- que la partie inertée du réseau a été maintenue et que la protection cathodique existante n'a pas été modifiée et reste au Pkfinal (usine B) <p>Demande n°1</p> <p>Actualiser l'étude de dangers de la canalisation de transport de gaz sous la forme étude de dangers « ICPE » dans la mesure où la canalisation est connexe à l'établissement, sous 3 mois</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Descriptif par canalisation concernée

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 04/09/2014
Thème(s) : Risques accidentels, Canalisation n°1 : gaz naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pression (Pression Maximale de Service) , DN, température, substance,
<p>Constats : Une nouvelle canalisation DN 50 a été posée sur un portique en aérien sur le domaine public lors du transfert des activités de l'usine B vers l'usine C.</p> <p>Demande n°2 Le descriptif du réseau gaz et de la canalisation aérienne passant sur le domaine public doit être précisé et actualisé (sous 3 mois, dans l'étude de dangers objet de la demande n°1).</p> <p>Demande n°3 L'exploitant justifiera le choix de la pose de la nouvelle canalisation à l'air libre en référence aux critères suivants (sous 3 mois, dans l'étude de dangers objet de la demande n°1) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aucune autre solution plus sûre ne pouvait être raisonnablement mise en œuvre aux plans technique et économique, - pose réalisée conformément aux dispositions du guide professionnel du GESIP intitulé Pose de canalisations à l'air libre , dans des conditions assurant : <ul style="list-style-type: none"> — la protection contre la corrosion dans des conditions permettant de garantir un niveau de sécurité au moins équivalent à celui d'une canalisation enterrée ; — la prise en compte des efforts supportés par la canalisation et résultant notamment de l'action de la pression du fluide transporté, des réactions des appuis, du poids de la conduite, des effets thermiques, des intempéries et des vibrations ; — la protection contre les risques d'agression identifiés dans l'étude de dangers de la canalisation dans des conditions permettant de garantir un niveau de sécurité au moins équivalent à celui d'une canalisation enterrée ; — la réalisation de visites d'inspection particulières ; — la possibilité d'inspection visuelle de la totalité de la surface du tube et des accessoires de supportage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Descriptif par canalisation concernée

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 04/09/2014
Thème(s) : Risques accidentels, Canalisation n°1 : gaz naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Organes délimitant la canalisation
Constats : Demande n°4 : Les références des vannes ou organes en limite de la canalisation devront être précisées dans l'étude de dangers mise à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : EDD risques du site

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 04/09/2014
Thème(s) : Situation administrative, Canalisation n°1 : gaz naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Cana traitée dans l'EDD risques du site (site seveso ou pas) ?
<p>Constats : L'étude de danger dont dispose l'inspection date de septembre 2014. Elle a été réalisée sur la base des textes réglementaires relatifs à l'exploitation des canalisations de transport, et notamment l'arrêté du 5 mars 2014 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport ainsi que la méthodologie développée dans le guide GESIP selon les critères « canalisation de transport » et non risques « ICPE ». La canalisation étant connexe aux installations du site, elle est soumise à la réglementation ICPE et non à la réglementation relative aux canalisations de transport.</p> <p>Elle ne correspond par ailleurs plus à la réalité du terrain compte tenu des modifications survenues depuis cette date suite au transfert d'activités de l'usine B vers l'usine C.</p> <p>La demande n°1 concerne la remise d'une étude de dangers « ICPE risques » actualisée, telle que définie à l'article L181-25 du code de l'environnement qui doit respecter les textes réglementaires relatifs aux ICPE (notamment arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : EDD risques du site

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 04/09/2014
Thème(s) : Situation administrative, Canalisation n°1 : gaz naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Prise en compte en matière d'urbanisation ?
<p>Constats : A ce stade, il n'y a pas de prise en compte de la canalisation de transport de gaz en matière d'urbanisation.</p> <p>L'établissement n'est pas Seveso seuil haut (pas de Plan de Prévention des Risques Technologiques).</p> <p>L'étude de danger au format « ICPE-risques » actualisée devra permettre de vérifier si une maîtrise de l'urbanisation est nécessaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Statut ICPE acté dans un APC

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 04/09/2014
Thème(s) : Situation administrative, Canalisation n°1 : gaz naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La canalisation figure bien dans l'AP comme ICPE du site
<p>Constats : Les canalisations de transport de gaz ne figurent pas dans l'arrêté préfectoral qui régit le fonctionnement de l'établissement. Elles ne sont donc à ce stade pas réglementées.</p> <p>Cette situation devra être corrigée après examen de l'étude de danger, à l'issue duquel un arrêté préfectoral complémentaire sera proposé.</p> <p>Il reprendra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les caractéristiques des canalisations (DN, pression, limites des canalisations, parties aériennes et souterraines, points singuliers...) - les éléments techniques à tenir à disposition de l'inspection (calculs de conception, caractéristiques...) - les dispositions constructives en cas de remplacement de tronçon existant - les modalités d'exploitation (intégration du PSI-Plan de Sécurité et d'Intervention au POI-Plan d'Opération Interne, mise en œuvre d'un programme de surveillance et de maintenance, l'inscription de la partie sur le domaine public dans le guichet unique « réseaux et canalisations »...)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Réparation, suivi en service

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 04/09/2014
Thème(s) : Risques accidentels, Canalisation n°1 : gaz naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Référentiel utilisé par le site pour le suivi en service et les contrôles associés, les réparations, les contrôles divers
<p>Constats :</p> <p>La portion de canalisation sur le domaine public passe sur un portique propriété de FYSOL. Des matières premières sont transférées par une autre canalisation sur ce même équipement. Un pilier du portique est sur le domaine public ; 2 piliers sont dans l'emprise FYSOL.</p> <p>Des travaux ont eu lieu récemment en lien avec Grand Chambéry pour élargir l'Hyères. Le pilier sur le domaine public a été consolidé à cette occasion (bétonnage sur le pied du poteau).</p> <p>Un diagnostic complet a été réalisé les 28 et 29 novembre 2022 par une société spécialisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Audit réglementaire • Diagnostic de conformité et de sécurité du réseau gaz • Rapport avec, pour chaque anomalie, photos, texte réglementaire et préconisation. • Recherche de fuites réseau enterré et aérien • Relevé des indices gaz par laser • Relevé des indices gaz par SPECTROSCOPIE LASER • Sondage et localisation de chaque fuite sur le réseau enterré • Rapport avec localisation de chaque fuite. <p>Les conclusions sont que le réseau est bien identifié et en bon état. Toutefois, la signalétique des vannes est à mettre en place et une douzaine de fuites de gaz naturel ont été mises en évidence sur les installations (pas sur la canalisation de transport en elle-même). Le constat de fuite de gaz naturel indique l'absence de danger grave et immédiat.</p>

Suivi du réseau gaz :

- jusqu'en 2019 : campagnes annuelles de surveillance des fuites de gaz (abandonnées depuis)
- gammes de maintenance intégrées dans la GMAO (SAP) : surveillance préventive visuelle des tuyauteries une fois par mois (check-list) par l'équipe de maintenance internes (2 personnes). Les check-lists complétées sont conservées dans un classeur. Le modèle de check-list mentionne la vérification de la panoplie gaz sur le site de l'usine B, le contrôle des anomalies sous la passerelle et sur l'installation et la clôture du poste de 1ère détente côté nord
- relevé des compteurs une fois par mois, suivi dans un fichier (site ISO 50001)
- absence de vérification de la protection cathodique.

Il convient de noter que le réseau gaz enterré est repéré en surface par des bornes régulièrement espacées.

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un référentiel concernant le suivi en service et les contrôles associés, les réparations, les contrôles divers des canalisations mais indique réfléchir au renforcement de la surveillance de son réseau gaz (contrôle des fuites de gaz jusqu'aux fours une fois par an ?) . Il indique qu'un diagnostic de la protection cathodique va être réalisé dans le contexte des modifications intervenues notamment en 2017. La protection cathodique se trouve au Pkfinal en bout de canalisation sur l'usine B dont une portion, en amont de la protection cathodique, a été inertée.

Par ailleurs, selon les déclarations de l'exploitant, le renouvellement du four Bissy 2 est prévu en 2024 et à cette occasion, le poste de détente interne et les 3 canalisations souterraines vont être supprimées. Il est prévu également de refaire la protection cathodique.

Demande n°5 :

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de son réseau gaz en fonction des référentiels applicables :

- réglementation des appareils à pression le cas échéant
- PMII (Plan de modernisation des installations industrielles) si la canalisation en relève,
- à défaut, application de la réglementation canalisation de transport.

En premier lieu, l'exploitant devra établir le régime dont relèvent ses installations au regard des critères d'éligibilité de la réglementation appareils à pression et du PMII (AM du 04.10.2010).

Demande n°6 :

Compte tenu de l'absence de vérification de la protection cathodique depuis de nombreuses années et des modifications opérées sur le réseau, un diagnostic et une vérification complète seront réalisés sous 3 mois par un organisme qualifié.

Demande n°7 :

L'exploitant fera part du plan d'action mis en œuvre à l'issue de la prestation des 28 et 29 novembre 2022.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Derniers contrôles effectués

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 04/09/2014
Thème(s) : Risques accidentels, Canalisation n°1 : gaz naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Suivant le référentiel appliqué
Constats : Des contrôles visuels de la panoplie gaz, de la portion aérienne et du poste de détente sont effectués à une périodicité mensuelle. Voir demandes n°5, 6 et 7 issues du constat précédent pour établir un référentiel adapté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2008, article 8.4.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Canalisation n°2 : oxygène
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Localisation de la canalisation /site / domaine public ou hors site
Constats : La canalisation véhiculant de l'oxygène depuis l'usine C (installation de production d'oxygène sous-traitée à Air Product, depuis 2006) vers l'usine B a été déposée en juillet 2018 (à l'arrêt du four usine B transféré sur l'usine C). Les deux fours étant aujourd'hui sur l'usine C, la canalisation d'oxygène ne passe plus sur le domaine public. En conséquence, la canalisation ne relève plus de la réglementation « transport par canalisation » mais est considérée comme une tuyauterie usine. L'arrêté préfectoral du 22 décembre 2008 régissant le fonctionnement des installations nécessite une mise à jour dans son article 8.4.2 « Transport de l'oxygène de l'usine C vers l'usine B par une canalisation ». Demande n°8 : L'étude des dangers de l'établissement Fysol devra être actualisée sur ce point à l'occasion du prochain dossier d'extension de production et de reconstruction du four Bissy 2 en 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 10 : EDD risques du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2008, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Canalisation n°2 : oxygène
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Cana traitée dans l'EDD risques du site (site seveso ou pas) ?
Constats : Oui, mais l'étude de dangers est à actualiser pour prendre en compte les modifications intervenues (notamment la suppression du passage sur le domaine public).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 11 : EDD risques du site

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 02/12/2008
Thème(s) : Situation administrative, Canalisation n°2 : oxygène
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Prise en compte en matière d'urbanisation ?
Constats : Absence de prise en compte à ce stade dans la maîtrise de l'urbanisation. La nécessité d'une prise en compte dans la maîtrise de l'urbanisation sera examinée à l'occasion de l'actualisation de l'étude de dangers dans le cadre du projet de remplacement du four Bissy 2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Statut ICPE acté dans un APC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2008, article 8.4.2
Thème(s) : Situation administrative, Canalisation n°2 : oxygène
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La canalisation figure bien dans l'AP comme ICPE du site
Constats : La canalisation figure bien dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 décembre 2008. L'arrêté préfectoral devra être actualisé pour prendre en compte la suppression du transfert d'oxygène de l'usine C vers l'usine B (article 8.4.2).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2008, article 8.4.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Canalisation n°2 : oxygène
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Référentiel utilisé par le site pour le suivi en service et les contrôles associés, les réparations, les contrôles divers</p>
<p>Constats : Lors de la visite de terrain, l'exploitant de l'unité de production d'oxygène (Air Product) était présent. L'unité est clôturée et pilotée à distance. Le niveau de la cuve d'oxygène n'a pas pu être visualisé sur site (transmetteurs en défaut) mais restait accessible sur le serveur d'Air Product. Les informations essentielles de la centrale de production d'oxygène sont reportées en salle de contrôle des fours. Une réunion annuelle contractuelle a lieu entre Fysol et Air Product. Un technicien Air Product visite le site 1 à 2 fois par mois.</p> <p>La limite contractuelle entre Fysol et Air product n'a pas pu être clairement exposée. En particulier, les modalités de surveillance des tuyauteries d'oxygène (enterrées et aériennes) doivent être précisées.</p> <p>Demande n°9 : L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de son réseau d'oxygène en fonction des référentiels applicables : - réglementation des appareils à pression le cas échéant - PMII (Plan de modernisation des installations industrielles) si la canalisation en relève.</p> <p>En premier lieu, l'exploitant devra établir le régime dont relèvent ses installations au regard des critères d'éligibilité de la réglementation appareils à pression et du PMII (AM du 04.10.2010).</p> <p>La répartition de la surveillance et de la maintenance des tuyauteries d'oxygène entre Air Product et Fysol sera précisée.</p> <p>Demande n°10 : Remettre en service les transmetteurs défectueux de la centrale de production d'oxygène, sous une semaine.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois (demande n°9) / 1 semaine (demande n°10)

N° 14 : Derniers contrôles effectués

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2008, article 8.4.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Canalisation n°2 : oxygène
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Suivant le référentiel appliqué
Constats : Absence de surveillance formalisée des tuyauteries véhiculant de l'oxygène. Les limites d'interventions entre Air Product et Fysol sont à clarifier et préciser (voir demande n°9 du constat précédent).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : REACH

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/05/2021, article 1er
Thème(s) : Produits chimiques, Nonylphenol éthoxylé (NPE)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Nonylphenol éthoxylé (NPE)</p> <p>Date limite d'introduction des demandes : 4 juillet 2019</p> <p>Date d'expiration : 4 janvier 2021.</p> <p>278 kg d' araldite® B 46 utilisée par la société en 2020. (Consommation qui varie de $\pm 20\%$ chaque année, selon les besoins des clients)</p> <p>L'araldite® B 46 contenant des NPE est utilisée pour l'ensimage « P9HT » de verre fibré à destination de l'aéronautique. Airbus Helicopters et sous traitants.</p> <p>Pour poursuivre l'utilisation de NPE au delà de l'échéance du 4 janvier 2021, il faudrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit vous approvisionner auprès d'un fournisseur ayant une demande d'autorisation en cours d'instruction ou déjà accordée pouvant couvrir votre utilisation. Vous trouverez toutes les demandes déposées concernant le NPE à cette adresse : https://www.echa.europa.eu/fr/applications-for-authorisation-previous-consultations?diss=true&search_criteria_ecnumber=-&search_criteria_casnumber=-&search_criteria_name=4-Nonylphenol%2C+branched+and+linear%2C+ethoxylated - soit que votre entreprise dépose une demande d'autorisation auprès de la commission européenne conformément à l'article 62 du règlement REACH. Mais celle-ci intervenant après la date limite de dépôt des demandes ("latest application date"), fixée pour le NPE au 4 juillet 2019, l'utilisation de NPE devra cesser au 4 janvier 2021 et ne pourra reprendre qu'après décision d'autorisation de la commission. <p>Courrier de l'exploitant du 29/11/2021 : transmission de sa demande de dérogation d'utilisation de la substance 5 nonylpheneol ethoxylée 6 auprès de l'agence européenne des produits chimiques (l'ECHA) conformément à l'article 62 du règlement (CE) n°1907/2006. Cette démarche s'inscrivait dans le cadre de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 mai 2021 de respecter les dispositions de l'article 56 du règlement (CE) n°1907/2006, dans un délai de 10 mois à compter de la notification dudit arrêté.</p> <p>Levée de l'APMD par courrier du 18/02/2022.</p>

Constats : La société Ecomundo a été mandatée par FYSOL pour le dossier de demande de dérogation auprès de la Commission.

L'exploitant a reçu un retour positif de la CE pour autorisation jusqu'à 2025 (les tests de fatigue par Airbus sur les pales d'hélicoptères prennent du temps). Aujourd'hui, les tests effectués en laboratoire sont concluants mais le développement sur le terrain nécessite du temps.

L'ensimage contenant des NPE est spécifique pour ce type de produit (pâles d'hélicoptères) depuis 40 ans.

Actuellement, toutes les eaux sont récupérées et les fibres sont séchées pour éviter tout rejet/écoulement à l'extérieur.

Janvier 2021 : Dossier de dérogation auprès de l'ECHA.

3 août 2022 : Opinion positive officielle de l'ECHA pour utiliser la substance pendant 4 ans sans demande complémentaire et sans condition.

Le dossier de demande d'autorisation doit contenir 3 grands volets : analyse des alternatives et des recherches d'alternatives (revue de période 4 ans), évaluation socio-économique pendant la revue période (description du milieu environnant, analyse des eaux du bassin versant, des eaux de réception, impact en cas de non autorisation, interdiction serait disproportionnée par rapport aux risques maîtrisés), analyse des risques (bénéfice global d'utiliser la substance).

Une session de questions avec demandes d'informations complémentaires auxquelles FYSOL a répondu.

Si les 4 ans ne suffisent pas, possibilité de dossier de renouvellement de l'autorisation au-delà de 2025 (pas de conditions nécessaires ou additionnelles pour le renouvellement en raison de l'absence de risques de rejets).

La partie couverte par la demande d'autorisation est focalisée sur l'usage du mélange de la résine (composites qui contiennent 0,1 % de la substance) et non sur l'ensimage en lui-même qui contient moins de 0,1 % de la substance. Le rapport présenté aux évaluateurs est disponible.

Le tonnage est extrêmement faible (3 kg).

Les mesures trimestrielles dans les rejets sont inférieures à la LQ.

La validation du dossier devrait intervenir au 1er semestre 2024.

Fysol a du stock jusqu'à un peu plus loin que 2025 (actuellement, il n'y a plus de fournisseurs).

Observation : l'exploitant tiendra l'inspection informée de la validation définitive du dossier de demande d'autorisation déposé auprès de l'ECHA.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet